



*Nikolay Vinnichenko, directeur du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie – Director of the Federal Service of judicial officers of the Russian Federation*

### A political good-will at the highest level

A working session was held on April 7 in the morning at the ministry of Justice of the Russian Federation. Nikolay Vinnichenko, director of the service of judicial officers of the Russian Federation, and six high representatives in charge of the Enforcement service of the Russian Federation, took part in this meeting on the Russian side.

Mr. Vinnichenko said he was very pleased to accommodate the delegation in Moscow. The director of the Service of judicial officers indicated that the objective that had been fixed to join the row of the 63 Member States of the UIHJ was from now on close. Leo Netten stressed out that the exceptional welcome which had been reserved for the delegation demonstrated the good-will of the Russian Federation to approach the UIHJ. The first vice-president of UIHJ added that he was convinced of the benefit that each one could withdraw of this coming together in terms of co-operation.

A round table was then held during which Mr. Vinnichenko presented the Service of judicial officers of the Russian Federation. This service, he declared, is an executive body isolated but subordinated to the ministry of Justice and to the president of the Russian Federation. On its side, the delegation of the UIHJ presented our organization, its operating system and its mode of adhesion.

### A meeting with the Minister of Justice

After these rich and profitable debates, the delegation was received at the end of the morning by Chaika Yuri Yakovlevich, federal Minister of Justice. Mr. Yakovlevich declared that he fully supported the adhesion of the federal service of judicial officers of the Russian Federation to the UIHJ as an associate member and that he was following closely this project. The Minister of Justice specified that this adhesion will facilitate the contacts with other countries and the study of the systems in place in those countries. "We count on your help, your assistance and your experience", he concluded.

The considered cooperation agreement is being studied and should be finalized and signed soon. Following this extremely positive and promising visit, Jacques Isnard, president of the UIHJ, invited a delegation of the ministry of Justice to take part in the international congress of the UIHJ held in Washington from the 26 to 28 April 2006.

## L'UIHJ invitée à célébrer à Bucarest les 10 et 11 mai 2006 le 5e anniversaire de la création de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie

Le président de l'UNHJ, Mihai Ducu, avait convié pour l'occasion le président de l'UIHJ, Jacques Isnard et le président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, Paul Rochard.

### Les vertus du statut libéral

Le congrès annuel de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie a été l'occasion de commémorer le 5e anniversaire de la création de cette Union.

La manifestation s'est déroulée dans le cadre prestigieux de l'ancien Parlement à Bucarest où près de 150 huissiers de justice s'étaient donnés rendez-vous au moment où le président Mihai Ducu ouvrait la séance en présence de nombreuses autorités : M. Codescuion, secrétaire d'Etat à l'intégration à l'Union européenne, Ramona Bulcu, représentant M. le procureur général, Flavires A. Baias, professeur, et Valeria Puiu, directeur des professions.

Mihai Ducu dans son allocution passait en revue les activités de l'UNHJ durant ces derniers mois. Il mettait en exergue les vertus du statut libéral, en insistant sur son caractère dynamisant et sur la nécessité de continuer à militer pour son extension à toute l'Europe.

« C'est grâce au régime libéral de notre statut, devait-il affirmer, que la profession a pu progresser de façon aussi significative en quelques années. C'est aussi grâce à un statut rigoureux, en termes d'exigences sur les compétences des huissiers de justice, que le niveau de connaissances a été élevé et que la formation est devenue un élément capital dans la vie active des huissiers de justice ».



*De gauche à droite – From left to right:*

*Adrian Stoica, Jacques Isnard, Paul Rochard, Mihai Ducu*



Mais l'Union roumaine, c'est aussi les colloques organisés à différentes occasions. A ce sujet le président Mihai Ducu a rappelé le succès du séminaire de Constanza (21/23 juillet 2005) ainsi que celui de la conférence donnée lors de la création du centre de perfectionnement le 28 octobre dernier et enfin la manifestation en avril à Bucarest. Mihai Ducu a encore rappelé la présence des huissiers de justice de Roumanie aux différents colloques organisés à l'étranger (en Slovaquie et à Reims en France).

### Un huissier de justice roumain au bureau de l'UIHJ

Poursuivant son tour d'horizon, le président a relaté par le détail le déroulement du congrès de Washington (25/28 avril) avec l'élection au bureau de l'UIHJ d'Adrian Stoica. Ce vote a été apprécié comme une grande marque de considération à l'égard de la Roumanie par les 46 pays qui ont participé au scrutin. Enfin, le président roumain a clôturé ses propos en annonçant le choix de Bucarest par l'UIHJ pour l'organisation du conseil permanent Europe-Amérique en mai 2007.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ a chaleureusement félicité l'Union roumaine pour l'ampleur du travail accompli depuis 5 ans et a exalté les bienfaits de la profession libérale, notamment en Roumanie, où les avancées étaient considérables avec la création du centre de formation et l'ouverture internationale. Il a salué la première publication en Europe d'une revue de droit international judiciaire et de l'exécution bilingue (roumain et français) qui, devait-il souligner, ouvre de surcroît ses colonnes à de nombreux auteurs étrangers.



Mihai Ducu

### Mutations profondes

Le président de l'Union a insisté sur les mutations profondes qui se profilent au sein de la profession en traçant l'huissier de justice européen des années futures qui sera omniscient et pluridisciplinaire et non plus attaché aux seules fonctions d'agent de signification et d'exécution. Me Isnard s'est encore appesanti sur les nobles causes qui servent le prestige de l'huissier de justice : lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent, support actif aux règles de sécurité juridique, mise en œuvre progressive d'un véritable droit international de l'exécution.

Concluant par un souhait, « c'est la dernière fois que je m'exprime devant les huissiers de justice roumains. L'an prochain, si j'ai à nouveau l'honneur d'être invité à votre congrès, sans doute alors m'adresserai-je à des huissiers de justice européens. » A cet égard, Me Isnard a mis en garde la profession sur la nécessité de très vite s'adapter aux textes communautaires qui entreront en vigueur dès l'adhésion de la Roumanie à l'UE.

### Un soutien du Centre de formation par le Gouvernement roumain

Ce fut ensuite le tour de M. Codescuion, secrétaire d'Etat à l'intégration à l'UE, de prendre la parole pour conforter les propos du président de l'UIHJ, s'agissant de l'application en Roumanie dès le 1er janvier prochain des textes européens. Le secrétaire d'Etat a évoqué les problèmes de la profession, liés aux spécificités du pays et de la défiance des citoyens à l'égard du système judiciaire en général.

M. Codescuion a chaleureusement félicité l'Union roumaine pour son action internationale et s'est réjoui de l'élection d'Adrian Stoica au bureau de l'UIHJ. Enchaînant sur le domaine international il a invité la profession à s'ouvrir encore davantage vers les pays voisins pour développer les partenariats et puiser dans d'autres législations, des enseignements, source d'éventuelles inspirations pour le législateur roumain. Il a assuré le président Ducu de l'aide du Gouvernement dans l'activité du nouveau centre de formation qui pourrait d'ailleurs recueillir d'autres professions ainsi que des huissiers de justice étrangers.

En conclusion, le représentant du gouvernement a invité les huissiers de justice à approfondir leurs réflexions pour s'impliquer pleinement dans l'UE.



### La France aux côtés de la Roumanie

Paul Rochard, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France devait succéder à la tribune au secrétaire d'Etat pour faire part de son émotion de porter pour la première fois, depuis le début de son mandat, la parole des huissiers de justice français sur un sol étranger et dire combien il se félicitait que ce fut sur le territoire roumain dont il appréciait la culture très proche de la France.

L'intervention du président français, essentiellement axée sur l'activité de l'huissier de justice, devait se décliner en trois points :

1. Plénitude de l'exécution et recherches des renseignements
2. Recouvrement des créances
3. Activités élargies notamment aux ventes aux enchères publiques

Plus subsidiairement, Me Rochard expliquait le concept du système français de l'huissier de justice : organisation pyramidale — responsabilité — caisse de garantie — sécurisation. . .

Dressant une comparaison entre les régimes roumains et français, il mettait en exergue la similitude des deux systèmes et proposait la coopération de la chambre française en vue d'un échange de réflexions sur l'efficacité des mesures d'exécution.

Il terminait ses propos en affirmant que la France resterait toujours aux côtés de la Roumanie pour l'aider à remplir ses objectifs et fixait un rendez-vous : celui du 1er janvier 2007, date de l'entrée dans l'UE de la Roumanie.



### Les perspectives du droit de l'exécution en Roumanie

La cérémonie était encore complétée par les allocutions prononcées par Mme Ramona Bulcu, représentant M. le procureur général, qui mit l'accent sur l'action internationale et sur les efforts de l'Union roumaine en faveur de la formation.

Mme Bulcu félicitait le président Ducu pour l'essor pris par le centre de formation et pour la qualité de la nouvelle revue internationale bilingue dont elle appréciait les articles notamment ceux publiés par les auteurs étrangers. Enfin le professeur Flavius A. Baias clôturait la séance en brossant un bref historique de la profession et en dressant un état des lieux de celle-ci, laquelle devait, selon lui, rester très attentive aux menaces qui la guettaient, car rien n'est jamais acquis.

Après que le président Ducu eut prononcé la clôture de cette séance solennelle, une délégation composée des présidents Isnard, Rochard et Ducu était reçue successivement par Mme K. Barbara Kibedi, secrétaire d'Etat à la justice et Serge Andon, président de la Commission des lois pour un vaste échange de réflexions sur l'aspect international de la profession et sur les perspectives du droit de l'exécution en Roumanie après son adhésion à l'UE.



## The UIHJ invited to celebrate in Bucharest (10 & 11 May 2006) the 5th birthday of the creation of the National Union of the Judicial Officers of Romania (NUJOR)

The president of the NUJOR, Mihai Ducu, had invited for the occasion the president of the UIHJ, Jacques Isnard and the president of the French National chamber of the judicial officers, Paul Rochard.

*Jacques Isnard*



### Virtues of the liberal statute

The annual congress of the National Union of the Judicial Officers of Romania was the occasion to commemorate the 5th birthday of the creation of this Union.

The demonstration took place within the prestigious building of the old Parliament in Bucharest where nearly 150 judicial officers gathered to attend the meeting opened by president Mihai Ducu in the presence of many representatives of the authorities: Mr. Codescuion, State Secretary for the integration to the European Union, Ramona Bulcu, representative of the General Attorney, Flavires A. Baias, professor, and Valeria Puiu, director of the legal professions. Mihai Ducu in his speech reviewed the activities of the NUJOR during these last months. He put forward the virtues of the liberal statute, while insisting on its instigating character and the need for continuing to militate for its extension to all Europe.

*"It is thanks to the liberal mode of our statute, he insisted, that the profession could progress in such a significant way in a just few years. It is also thanks to a rigorous statute, in terms of requirements on competences of the judicial officers, that the level of knowledge was raised and that the training has become a capital element in the active life of the judicial officers".*

But the Romanian Union also consists in the organisation of conferences on various occasions. On this subject, President Mihai Ducu recalled the success of the seminar of Constanza (July 21/23, 2005) like that of the conference given during the creation of the Proficiency Centre on 28 October 2005 and finally the meeting in April in Bucharest. Mihai Ducu still recalled the presence of the judicial officers of Romania to the various conferences organised abroad (as Slovakia and in Reims in France).



### A Romanian judicial officer at the board of the UIHJ

Continuing his review, the president reported by the detail the course of the congress of Washington (April 25/28) with the election at the board of the UIHJ of Adrian Stoica. This vote was appreciated as a large mark of consideration towards Romania by the 46 countries which took part in the poll.

Lastly, the Romanian president enclosed his remarks by announcing the choice of Bucharest by the UIHJ for the organisation of the UIHJ Europe-America permanent council in May 2007.

Jacques Isnard, president of the UIHJ has cordially congratulated the Romanian Union for the width of the work achieved in 5 years and exalted the benefits of the liberal profession, in particular in Romania, where the projections were considerable with the creation of the Proficiency centre and its international opening. He greeted the first publication in Europe of a bilingual (Romanian and French) International judicial and enforcement magazine which - was he to underline - in addition opens its columns to many foreign authors.



Paul Rochard

### Major changes

The president of UIHJ insisted on the major changes which are profiled within the profession by drawing the portrait of the European judicial officer of the future years with omniscient and multi-field aspects and no more solely attached to the functions of enforcing decisions and serving documents.

Mr Isnard still insisted on the noble causes which serve the prestige of the judicial officer: fight against corruption and money laundering, active support to the rules towards legal security, implementation of a progressive and genuine international regulation on enforcement.

He concluding with a thought, *"It is the last time that I express myself in front of the Romanian judicial officers. Next year, if I have again the honour to be invited to your congress, undoubtedly then I will address to you as European judicial officers."*

In this respect, Mr Isnard warned the profession on the need for very quickly adapting to the Community texts which will come into effect as of the accession of Romania to the EU.

### A support of the Proficiency Centre by the Romanian Government

It was then the turn of Mr. Codescuion, Secretary of State for the integration at the EU, to speak to consolidate the remarks of the president of the UIHJ, being the application in Romania as of next January of the European texts.

The Secretary of State mentioned the problems of the profession, dependent on specificities of the country and the distrust of the citizens with regard to the judicial system in general.

Mr. Codescuion cordially congratulated the Romanian Union for its international action and was delighted by the election of Adrian Stoica at the board of the UIHJ. Regarding the international field he invited the profession to open still more towards the neighbouring countries to develop their partnerships and to draw knowledge from other legislations, which is a source of possible inspirations for the Romanian legislator.

He ensured president Ducu of the support of the Government in the activity of the new proficiency centre which could also welcome other professions as well as foreign judicial officers.

In conclusion, the representative of the government invited the judicial officers to look further into their thoughts to fully get involved in the EU.

### France at the sides of Romania

Paul Rochard, president of the French National Chamber of judicial officers (NCJO) was to take the floor after the Secretary of State to announce his emotion to speak for the first time, since the beginning of his mandate, for the French judicial officers in a foreign soil and to say how much he was pleased to be on the Romanian territory of which he appreciated the culture being very close to France. The intervention of the French president, primarily centred on the activity of the judicial officer, was to be declined in three points:

1. Plenitude of the execution and search for information
2. Debt collection
3. Extended activities, in particular to the public auction sales

Moreover, Mr Rochard explained the concept of the French system of the judicial officer: pyramidal organisation – liability – credit guaranty institution – security...

Drawing up a comparison between the Romanian and French modes, he put forward the similarity of the two systems and proposed the co-operation of the NCJO for an exchange of views on the effectiveness of enforcement measures. He finished his remarks by affirming that France would always remain at the sides of Romania to help it to fill its objectives and fixed an appointment: that of January 1, 2007, date of the entry in the EU of Romania.





### Prospects for the right of enforcement in Romania

The ceremony was completed by the short speeches pronounced by Mrs. Ramona Bulcu, representative of the General Attorney, who stressed the international action and on the efforts of the Romanian Union in favour of training. Mrs. Bulcu congratulated President Ducu for the rise taken by the proficiency centre and for the quality on the new bilingual international magazine of which she appreciated the articles in particular those published by the foreign authors. Finally professor Flavius A. Baiaş concluded the meeting by drawing a short history of the profession and by drawing up its characteristics. He said that the profession had to remain very attentive to the threats that are menacing it, because nothing is acquired forever, he stated.

After president Ducu had pronounced the end of this closing ceremony, a delegation consisting in Presidents Isnard, Rochard and Ducu was greeted successively by Mrs. K. Barbara Kibedi, State Secretary for justice and Serge Andon, President of the Commission of the laws, for a vast exchange of views on the international aspect of the profession and the prospects for the right of the enforcement in Romania after its adhesion to the EU.

He finished his speech by affirming that France would always remain at the sides of Romania to help it to fill its objectives and fixed an appointment: that of January 1, 2007, date of the entry in the EU of Romania.



Programme du séminaire – Program of the seminar



CONGRESUL al V-lea  
al  
UNIUNII NATIONALE A EXECUTORILOR  
JUDECATOARESTI DIN ROMANIA

10 - 11 mai 2006

## L'UIHJ au Ve congrès des huissiers de justice de Pologne

Le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, s'est rendu à Wisla des 23 au 27 mai 2006 pour assister au Ve congrès des huissiers de justice polonais, qui coïncidait avec le 25e anniversaire de la création de la profession d'huissier de justice.



Gabriel Petrasik & Iwona Karpiuk Suhecka - le nouveau président et la présidente sortante de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne – The new and the former presidents of the Polish National Chamber of judicial officers

### Un recul de la profession

De nombreuses délégations étrangères (République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Hongrie, Lettonie) ainsi que Jacques Isnard, président de l'UIHJ, s'étaient donnés rendez-vous sur les bords de la Wisla où se tenait, dans le prolongement du congrès, une grande conférence internationale placée sous l'autorité des professeurs Andrzej Marciniack et Kazimierz Lubinski.

Le ministère de la Justice de Pologne avait délégué un représentant auquel s'étaient joints des membres d'autres corporations.

Le congrès a mis en évidence de grandes préoccupations parmi nos confrères polonais, essentiellement sur deux sujets : l'élargissement incontrôlé de la profession avec le projet gouvernemental de nommer plusieurs centaines d'huissiers de justice sans tenir compte des paramètres actuels de la profession et, second temps fort, celui de la taxation des frais suivant « l'imperium » du juge, cette dernière hypothèse ayant pour effet d'augmenter la surveillance des juridictions sur les huissiers de justice.

On ne saurait affirmer que les propos tenus par les autorités aient réussi à rassurer la profession qui craint même que ne soit remis en cause le statut libéral. Il semble enfin que le dialogue avec le ministère de tutelle soit peu ouvert. Le congrès s'est d'ailleurs ému d'une telle avalanche de dispositions qu'il considère comme un recul de la profession, notamment par rapport au modèle français et aux normes suggérées par la Banque mondiale et le Conseil de l'Europe (CEPEJ).